

Rafael Correa met la dette équatorienne au carré

3 septembre par **Michel Taille**

La soumission des Etats européens aux plans d'austérité qui les « humiliaient » jusqu'à peu le laisse, dit-on, pantois. Le président équatorien, Rafael Correa, qu'un nombre croissant de militants de gauche européens prend comme modèle, se contrefiche des agences de notation. Lui a choisi avec succès d'assainir les finances de son pays, non par des coupes claires dans les dépenses, mais en faisant le tri dans les factures. À son investiture, en 2007, il hérite d'un budget grevé à 38% par les remboursements de dette, une somme démesurée pour ce chrétien de gauche, dans un pays où plus de 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté. « Nous verrons si nous paierons ou pas ces obligations, prévient-il. Il nous faut des fonds pour l'éducation et la santé. »

Economiste formé aux États-Unis, il doute depuis longtemps de la validité des emprunts qui pèsent sur le pays. Une commission d'audit, composée d'économistes équatoriens et étrangers, confirme ses soupçons fin 2008 : la dette extérieure commerciale - engagée avec des institutions privées - est majoritairement « illégale et illégitime ». Les lois locales auraient été contournées avec l'aide de fonctionnaires ou d'élus pour imposer des contrats léonins. Des titres de dette dépréciés ont été substitués par de nouveaux bons d'une valeur supérieure, des intérêts ont été payés sur les intérêts, des emprunts sur le point d'être prescrits ont été reconduits sans nécessité... Correa suspend les remboursements, laisse les titres s'effondrer, puis les rachète à 35% de leur valeur. L'opération permet de se débarrasser de près d'un tiers de la dette extérieure publique. L'Equateur devient un temps un paria des agences de notation mais il réussit à financer ses ambitieux travaux d'infrastructure grâce à d'autres Etats - la Chine notamment.

L'exemple équatorien a poussé le Paraguay, dirigé par l'ex-évêque Fernando Lugo, à déclarer en début d'année « l'illégalité » d'une dette de 4 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros) avec le Brésil.

En Europe, l'audit de la dette publique est théorisé depuis plusieurs années par l'universitaire belge Éric Toussaint, par ailleurs membre du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde de Belgique. L'idée est reprise en France par Attac, Eva Joly, le NPA... Mais pas encore, au contraire de la taxe Tobin, par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy...